

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit des collectivités territoriales	
Caractérisation de la formation	
Intitulé de la formation	Droit des collectivités territoriales (nomenclature nationale)
Type de cursus	Master
Parcours	
Lieu(x) de la formation	Campus Croix Rouge (Reims)
Évolution de la formation	<p>(1) Renouvellement à l'identique</p> <p>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</p> <p>(3) Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</p> <p>(4) Création issue d'une restructuration</p> <p>(5) Création ex-nihilo</p>
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation	
<ul style="list-style-type: none"> - La mise en place de l'alternance a démarré en 2022-2023, avec l'ouverture à l'apprentissage du parcours DCT, de la mention Droit public. Elle sera renforcée avec la restructuration du master en mention. - La mention aura son propre conseil de perfectionnement, ce qui permettra une meilleure évaluation interne et un meilleur suivi des attentes des étudiants et des besoins des milieux professionnels. 	

- L'association des étudiantes et étudiants du master, qui associe désormais de façon systématique le M1 et le M2, contribue à renforcer la présence de la formation sur les réseaux sociaux, à en renforcer la visibilité et l'attractivité.

Évolution du projet de la formation

Le master Droit des collectivités territoriales constitue actuellement un parcours, au sein de la mention Droit public, qui en comprend cinq.

L'objectif d'une meilleure lisibilité de l'offre de formation et celui de mettre en œuvre une gestion propre à la formation, en termes de contenu des quatre semestres, d'organisation des jurys, du conseil de perfectionnement, des relations avec les partenaires internes et externes à l'université, conduisent à restructurer le master, pour en faire une mention distincte.

Le master continuera à être adossé à la recherche, via le centre de recherche droit et territoire (CRDT), et il se trouve en pleine adéquation avec l'axe 1 du laboratoire (action publique locale). Les partenariats existants avec les collectivités territoriales, formalisés par des conventions (conseils départementaux des Ardennes, de l'Aisne, association des maires de la Marne) seront développés et renforcés. L'ouverture de la formation à l'apprentissage, réalisée à la rentrée 2022, sera maintenue et, là aussi, approfondie.

La maquette sera revue pour mieux prendre en compte la participation des étudiantes et étudiants aux activités de l'association de la promotion du master, à l'organisation de journées d'études et conférences et à la promotion de la formation.

Les flux attendus sont de 20 à 25 étudiantes et étudiants en M1 et une vingtaine en M2.

Débouchés attendus : fonctionnaire territorial, juriste au sein d'une administration de l'État, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public, juriste au sein d'une structure privée en relation avec les collectivités territoriales, avocat, cabinet d'élus, thèse en droit public (doctorant).